

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Tables 2003 de l'année 2003

Au sommaire :

Table des articles,
notes et avis classés
par noms d'auteurs
II à VI

Pagination des
rubriques du "Droit
Ouvrier" 2002
VII

Table alphabétique
des matières
VIII à XXIX

Table chronologique
de la jurisprudence
XXX à XXXV

Table thématique des
sommaires d'arrêts
de la Cour
de Cassation
XXXVI à XL

DOCTRINE

Gérard Lyon-Caen : Permanence et renouvellement du Droit du travail dans une économie globalisée.

En appendice, reproduction de : Les fondements historiques et rationnels du Droit du travail.

Henri Peschaud : Trajet et travail, le prix de la mobilité.

DOCUMENT

Charte Sociale Européenne (révisée) du 3 mai 1996.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

L'autonomie du Conseil de prud'homme pour requalifier un accident de trajet en accident de travail et assurer la protection dans l'emploi de la victime.

Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire (Sect. Industrie) 8 juin 2000 - Note A. de S. (p. 74)

Le "désamorçage" de la présomption de non-salariat.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juillet 2003 - Note Arnaud de Senga (p. 81)

Un conflit collectif n'est pas nécessairement une grève : une distinction qui conduit à la perte d'emploi du salarié pensant user d'un droit constitutionnel.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 novembre 2003 - Avis de M. l'Avocat général Pierre Lyon-Caen (p. 88)

Remplacement des grévistes par des salariés sous CDD : une méconnaissance de l'effet utile de l'interdiction édictée par l'article L. 122-3 1° du Code du travail.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 juin 2003 - Note Isabelle Meyrat (p. 89)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



TABLE DES MATIÈRES

FÉVRIER 2004

Doctrine :

Permanence et renouvellement du Droit du travail dans une économie globalisée, par Gérard LYON-CAEN , Professeur émérite de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne	49
En appendice, reproduction de : Les fondements historiques et rationnels du Droit du travail, par Gérard LYON-CAEN	53
Trajet et travail : le prix de la mobilité, par Henri PESCHAUD , DESS de droit social	57
Annexes : DUREE DU TRAVAIL – 1) Représentants du personnel – Temps de déplacement – Temps excédant le trajet normal – Rémunération par l'employeur (oui) (quatre espèces) – 2) Travailleurs itinérants – Temps de trajet non assimilable à du temps de travail effectif – Exception lorsque le trajet déroge au temps normal – Extrémité du trajet devant être constituée par le domicile (première espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 novembre 2003	60
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 octobre 1999	60
Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 septembre 1997	61
Quatrième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 décembre 2003	62

Document :

CHARTRE SOCIALE EUROPÉENNE (révisée) du 3 mai 1996	63
---	----

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Mission – Salarié victime d'un accident mortel de la circulation sur un parcours entre son domicile et le lieu de sa mission – Temps de la mission assimilé au temps de travail – Exécution du parcours couvert par la présomption d'imputabilité au travail – Accident du travail et non accident de trajet.	
COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 12 mai 2003	73
ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES – Protection dans l'emploi – Bénéfice – Qualification d'accident de trajet retenue par la CPAM – Caractère erroné – Autonomie du pouvoir de qualification du Conseil de prud'hommes – Requalification en accident de travail.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE SAINT-NAZAIRE (Sect. Industrie) 8 juin 2000	74
Note Arnaud de Senga	77
ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES – Action de la victime en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur – Prescription – Point de départ : date de la reconnaissance par la Sécurité sociale du caractère professionnel de l'accident ou de la maladie.	
COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 3 avril 2003	77
ASSURANCES – Police accessoire à un contrat de prêt et garantissant les conséquences de la perte d'emploi – Limitation de la garantie au cas de licenciement et de perception des indemnités de chômage – Salarié ayant adhéré à une convention de conversion – Conditions de garantie du contrat réunies.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 septembre 2003	78
CONTRAT DE TRAVAIL – Employeur – Détermination – Démonstrateur de grand magasin. 1) Marque déléguant sa politique commerciale à un sous-traitant ayant embauché le salarié – Produits vendus propriétés du grand magasin qui les achète à la marque – Opération aboutissant uniquement à fournir un vendeur au grand magasin – Salarié ne bénéficiant pas de la convention collective des grands magasins ni des accords d'entreprise – Prêt de main-d'œuvre à but lucratif. 2) Licenciement du démonstrateur – Détermination de l'auteur du licenciement – Entreprises participantes ayant, ensemble, la qualité d'employeur – Condamnation solidaire à la réparation du préjudice (indemnités de rupture, dommages-intérêts...).	
COUR D'APPEL DE PARIS (21^e Ch. C) 1^{er} juillet 2003	79

CONTRAT DE TRAVAIL – Qualification – Travailleur inscrit au registre du commerce et des sociétés - Présomption de non-salariat – Tribunal tenu d’examiner les conditions concrètes d’exercice de l’activité – Caractérisation d’un lien de subordination – Existence d’un contrat de travail.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 juillet 2003	81
Note Arnaud de Senga	82
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS – Assurance des créances salariales – Étendue de la garantie – Redressement judiciaire – Rupture du contrat de travail intervenue pendant la période d’observation – Primes à la création d’entreprise prévue par le plan social – Primes concourant à la réparation du préjudice causé par la rupture – Garantie due.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 30 avril 2003	83
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS – Assurance des créances salariales – Refus de garantie par l’AGS des créances figurant sur les relevés visé à l’article L. 143.11.7 – Action ouverte au salarié à l’encontre de l’AGS devant le Conseil de prud’hommes, sans préliminaire de conciliation – Règle de l’unicité de l’instance non applicable à ce type de litige.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juin 2003	84
ENTREPRISES PUBLIQUES – SNCF – Représentants du personnel – Protection – Mise à la retraite d’office par application des dispositions statutaires – Rupture du contrat de travail soumise à la procédure spéciale aux salariés investis de fonctions représentatives – Obligation pour l’entreprise de solliciter l’autorisation préalable de l’inspecteur du travail.	
COUR D’APPEL DE LYON (sur renvoi après cassation) 13 janvier 2003	85
GRÈVE – Barrages empêchant l’accès des non-grévistes à l’entreprise – Délit d’entrave à la liberté du travail – Action publique éteinte par l’amnistie – Délit créé pour la protection des salariés et non de l’employeur – Préjudice invoqué par celui-ci n’étant qu’une conséquence indirecte du délit – Action civile irrecevable.	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 23 avril 2003	87
GREVE – Définition – Absence collective des salariés pour se renseigner auprès de l’Union locale sur leurs droits – Fait ne constituant pas une justification à ladite absence – Mesure de rétorsion patronale licite – Cause réelle et sérieuse de licenciement (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 novembre 2003	88
Avis de M. l’Avocat général Pierre Lyon-Caen	88
GREVE – Remplacement des grévistes – Recours à des CDD – Licéité – Condition - Respect formel des cas de recours.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 juin 2003	89
Note Isabelle Meyrat, Maître de conférences à l’Université de Cergy-Pontoise	90
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Discrimination – Offre d’emploi d’été soumise à la condition de ne pas partager les vues de la CGT – Violation de l’article 225-1 Code pénal.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D’ARRAS (Ch. Corr.) 18 mars 2003	91
TRIBUNAUX – Responsabilité de l’Etat pour fonctionnement defectueux du service de la justice – Absence de fixation d’une affaire devant le juge départiteur trois ans après le partage.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE TARASCON 20 juin 2003	92